

Mais ce n'est pas là la seule lacune de la politique déflationniste du gouvernement. Tout gouvernement responsable, dans une lutte contre l'inflation, non seulement cherche à atténuer les facteurs de la hausse des coûts, mais en même temps tâche de réduire les difficultés des victimes de son impuissance à régler l'économie comme il se doit. Pour nos retraités, nos gens à faible revenu ou à revenu fixe, ceux qui sont désavantagés aux points de vue physique, social, économique ou autre, leur malaise vient de ce qu'ils ont trop peu et non trop.

Des voix: Bravo!

M. Rowland: Dans ces conditions, nous ne pouvons pas, en tant que Canadiens conscients, dire à nos concitoyens d'attendre et de se serrer la ceinture pour quelque temps. C'est pourtant ce que fait le gouvernement.

Les cultivateurs canadiens sont en grande difficulté et il leur faut de l'argent maintenant. Les familles à faible revenu ne peuvent attendre davantage. Il leur faut des assurances réelles, non seulement que le coût de la vie n'augmentera plus si vite, mais leur capacité d'y faire face sera considérablement augmentée. On ne peut secourir la famille mal logée qui ne peut pas payer des loyers élevés ou des taux élevés d'intérêt sur une hypothèque qu'en construisant des logements convenables à bon marché. L'étudiant qui débute dans la vie, le travailleur qui cherche à améliorer sa compétence ne doivent pas aller grossir la foule des chômeurs ou rester parmi ceux, bien trop nombreux, qui ne sont pas employés à plein temps. Il faut à ces Canadiens plus que des secours, des prestations d'assurance-chômage ou même une formation supplémentaire. Il leur faut des emplois, et des emplois meilleurs que l'expansion économique doit créer.

Mais le gouvernement fédéral refuse de satisfaire ces besoins; il refuse de s'occuper des effets de l'inflation. C'est une preuve de plus de la faillite de sa politique anti-inflationniste. C'est une autre raison pour laquelle le nouveau Parti démocrate souscrira au principe de la motion dont la Chambre est actuellement saisie.

Monsieur l'Orateur, avant de me rasseoir, je pourrais peut-être dire qu'on m'a parlé récemment du sujet d'une conversation tenue entre deux membres du caucus de mon parti lorsqu'ils ont appris que je ferais aujourd'hui mon premier discours à la Chambre. L'un d'eux a déclaré qu'il espérait que je n'aurais pas trop l'air d'un débutant et l'autre a répondu que si on pouvait se baser sur la performance de ceux qui ont fait leurs débuts dernièrement, peut-être m'en sortiraient-ils bien. J'espère avoir répondu à cette attente.

[M. Rowland.]

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): A l'ordre, je vous prie. Comme il est 1 heure, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 2 heures.

(La séance est suspendue à 1 heure.)

Reprise de la séance

La séance reprend à 2 heures.

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, au nom de tous mes collègues, je suis très heureux de prendre part au débat sur la motion présentée par l'honorable député de Sainte-Marie (M. Valade), motion très importante, étant donné la situation économique actuelle au Canada, mais qui ne propose rien de concret. Au fait, elle blâme le gouvernement et l'invite à...

...prendre, sans délai, des mesures pour changer la politique économique qui contribue à l'accroissement du chômage comme le révèle les statistiques communiquées par le Bureau fédéral de la statistique.

Le député de Sainte-Marie s'est lancé, et avec raison, dans des diatribes contre le gouvernement actuel. Seulement, il a oublié quand même de faire des suggestions concrètes, susceptibles d'améliorer les conditions économiques au Canada.

Il est vrai de dire que l'on compte 545,000 chômeurs au pays, que 611,000 étudiants se chercheront un emploi au cours de l'été, ce qui donne un total de 1,156,000 personnes se cherchant un emploi. C'est également vrai de dire que la relance économique devrait intéresser au plus haut point le gouvernement. Cependant, le député s'est gardé de formuler des propositions concrètes.

D'ailleurs, nous avons connu le gouvernement conservateur qui détenait le pouvoir en 1960-1961, alors que le nombre total des sans-travail au Canada atteignait le chiffre effarant de 1 million et qu'aucune amélioration économique n'a été apportée, ni en 1962, ni en 1963. C'est une des raisons qui ont entraîné la chute du gouvernement du très honorable John G. Diefenbaker, en février 1963.

Monsieur l'Orateur, je suis d'avis que nous devons, naturellement, blâmer le gouvernement de ce qui est à blâmer. Toutefois, je suis aussi d'avis que nous devons proposer certaines réformes.

Hier, tout le monde s'apitoyait sur le sort des 545,000 chômeurs. L'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. MacEachen) déclarait que 1970 sera une année excessivement difficile pour les étudiants, parce qu'on ne pourra pas tous les embaucher. S'ils ne sont pas embauchés, s'ils